

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 22/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ ORGANIQUE**

38 avenue Jean Jaurès  
78440 Gargenville

Références : IC-R/0344/23-JUD  
Code AIOT : 0005106630

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2023 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté au lieu-dit La Râperie - RN 330 60950 Ermenonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard, et l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets devait donc être effective pour le 17 août 2022.

Le guide sur le réexamen IED en date du 22/10/2019 préconise à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai de mise en conformité, de réaliser des contrôles sur les dispositions applicables, y compris les engagements de l'exploitant. Le référentiel méthodologique pour les services d'inspection relative au réexamen IED en date du 06/03/2020 précise lui que les installations seront à contrôler dans l'année suivant l'entrée en application des conclusions du BREF.

Le délai pour la mise en conformité des installations concernées par le BREF WT est échu (17/08/2022 – à l'exception des ISDND). C'est dans ce cadre qu'il est proposé de réaliser une action régionale sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif au BREF WT.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de FERTIVALOIS Lieu-dit La Râperie - RN 330 60950 Ermenonville
- Code AIOT : 0005106630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ ORGANIQUE est autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 à exploiter sur le territoire de la commune d'Ermenonville, au Lieu-dit "La Râperie", des installations de compostage de déchets verts, de bois et de boues issues de stations d'épuration urbaines et industrielles.

Les effluents entrants sont constitués majoritairement de boues et de déchets verts qui sont transformés en deux types de compost :

- les composts qui correspondent à la norme NFU 44-095 et qui sont commercialisés auprès des agriculteurs ou des coopératives situées à proximité ;
- les composts qui ne correspondent pas à la norme et qui sont valorisés en plan d'épandage font l'objet d'une autorisation (arrêté d'autorisation préfectorale du site du 15/11/10).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Fait susceptible de suites
6	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IV.1-b annexe 2 + V Annexe 3.3	/	Fait susceptible de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Relevé périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I-5.a) Annexe 2	/	Sans objet
3	Plan de gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1	/	Sans objet
4	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI-d Annexe 3.1	/	Sans objet
5	Biofiltre et tour de lavage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.3	/	Sans objet
7	MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24	/	Sans objet
8	Stockage des andains	Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 3.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Plusieurs modifications ont eu lieu sur le site depuis le dépôt du dossier de réexamen en 2019. Dans le cadre du système de management environnemental, l'exploitant doit procéder à la mise à jour des documents relatifs à la gestion des installations.

Grâce à la mise en oeuvre de techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses, la problématique sur la gestion des odeurs du site apparaît maîtrisée.

Toutefois, l'installation ne respecte pas les valeurs limites d'émission en NH<sub>3</sub>. L'exploitant a indiqué que le renforcement du traitement biofiltre par la tour de lavage permettra la mise en conformité du site. L'exploitant s'engage à mettre en service la tour de lavage pour fin septembre 2023 et de transmettre, dans les plus brefs délais, les résultats d'analyses sur les rejets atmosphériques (paramètres NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S) pour confirmer l'efficacité de ce traitement supplémentaire. Il n'est donc pas proposé de mise en demeure à ce stade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;  2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins: a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ;  3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<b>Constats :</b>  Un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux du site est présent dans le dossier de réexamen au titre de la Directive IED et du BREF WT transmis par l'exploitant en août 2019.  Plusieurs modifications ont eu lieu sur le site depuis cette date : - installation d'une tour de lavage prévue pour fin septembre 2023 ; - suppression du bâtiment et du biofiltre "déchets verts" ; - arrêt de l'activité de compostage des déchets agrumes. L'inventaire doit donc être mise à jour.  De plus, cet inventaire doit être complété par les éléments suivants : - informations sur les caractéristiques des déchets à traiter ; - les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température des flux effluents gazeux ;

<p>- les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations des flux d'effluents gazeux.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué pouvoir transmettre ce document à jour et complété sous 15 jours.</p> <p><b>Fait susceptible de suite :</b> l'exploitant ne tient pas à jour l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux du site. Les informations relatives aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités sont incomplètes.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, un dossier de cessation d'activité partielle pour les installations et activités du site supprimées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 2 : Relevé périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I-5.a) Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 11
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : [...] 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; [...]
L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen transmis en août 2019 qu'il s'engage à effectuer un relevé périodique et à suivre sa consommation d'eau de forage.  <b>Constat du 18 aout 2023 :</b>  Le site dispose d'un forage avec un compteur pour les eaux d'extinction incendie et un compteur pour les consommations domestiques. A ce jour, le site n'utilise pas d'eau de process.  Les relevés mensuels pour 2023 ont été transmis par mail du 21 août 2023. Le site consomme en moyenne entre 20 et 40 m <sup>3</sup> d'eau par mois (or fuite et complément bassin incendie).  A noter que la tour de lavage, dans la fin d'installation est prévue pour finseptembre 2023, augmentera la consommation d'eau d'environ 120 m <sup>3</sup> d'eau par mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Plan de gestion des odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 12
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes : a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ; b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;

c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.

Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

#### **Constats :**

Afin de limiter les dégagements d'odeur de l'installation, les techniques suivantes sont appliquées :

- boues mélangées et mises en fabrication le jour de la réception ;
- aspiration permanente des émissions diffuses sous les casiers de stockage avec traitement par un biofiltre ;
- fermeture des casiers de fermentation (toiture mobile + bâche sur les côtés) avec envoi de l'air aspiré sur le biofiltre.

Le site ne réceptionne pas de déchets liquides aqueux.

L'installation est située dans une zone sensible pour laquelle des nuisances olfactive ont déjà été constatées. L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen, transmis en août 2019, qu'il s'engage à effectuer un plan de gestion des odeurs.

Un plan de gestion a été transmis lors de l'inspection et il comprend les thématiques suivantes :

- prévention et réduction des dégagements d'odeurs ;
- contrôle des rejets odeurs ;
- surveillance et traitement des odeurs signalées.

Le registre de suivi des plaintes fait état de 4 plaintes en 2023. Pour chacune de ces plaintes sont indiquées :

- la date et le contenu de la plainte ;
- les circonstances (météorologiques, état des installations et conditions d'exploitation) ;
- les actions mises place.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21 août 2023 le plan de gestion des odeurs daté et signé.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la situation concernant les plaintes odeurs du site est stabilisée. Une réunion est organisée chaque année avec les maires des communes d'Ermenonville et de Montagny-Ste-Félicité et le représentant de l'association de défense d'Ermenonville afin de faire un bilan des plaintes reçues et des avancées techniques du site SUEZ sur la réduction des émissions d'odeurs.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI-d Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 14
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : [...]</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;</li> <li>- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;</li> <li>- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les casiers de fermentation primaire (phase du process la plus odorante correspondant aux premières et secondes semaines de fermentation) étant couverts au moyen d'un système de toiture étanche et rétractable, les émissions diffuses sont limitées. L'air convectif situé en partie haute est extrait par aspiration pour être traité dans un biofiltre. Les rejets d'air extraits par aspiration des parties basses sont également traités par le biofiltre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Biofiltre et tour de lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 34
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une ou plusieurs des techniques suivantes : adsorption, biofiltre si nécessaire combiné à un prétraitement de l'effluent gazeux, filtre en tissu, oxydation thermique, épuration par voie humide en combinaison avec un biofiltre, une oxydation thermique ou une adsorption sur charbon actif. Un filtre en tissu est appliqué en cas de traitement mécano-biologique.
<b>Constats :</b>  Les rejets d'air process extrait par aspiration au niveau des parties basses des casiers font l'objet d'un traitement par un biofiltre. L'air convectif situé en partie haute des casiers couverts du bâtiment est également extrait par aspiration pour être traité par un biofiltre.  Afin de diminuer les concentrations d'odeur en sortie du biofiltre, une tour de lavage est en cours d'installation depuis 2022. L'exploitant garantit sa mise en fonctionnement pour fin septembre 2023.  Le projet consiste à venir intercaler, entre l'aspiration dans les casiers, et le biofiltre, une tour de lavage à travers laquelle circulera l'aire à traiter. Au sein de ce cylindre sera pulvérisée une solution d'eau et d'acide sulfurique en recirculation. L'acide présent dans cette solution réagira avec le $\text{NH}_3$ de l'air et permettra donc de limiter sa concentration à une valeur inférieure à $20 \text{ mg/Nm}^3$ . A la sortie de la tour, l'air sera dirigé directement vers le biofiltre qui s'échappera par la cheminée du biofiltre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Surveillance des effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IV.1-b annexe 2 + V Annexe 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD 8 + 34
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>IV.1 annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 :</u>  L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

V annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 :

Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H <sub>2</sub> S (1)	/	semestrielle
	NH <sub>3</sub> (1)	20 mg/Nm <sup>3</sup> (3)	semestrielle
	Concentration d'odeurs (2)	500 uoE/ Nm <sup>3</sup> (3)	semestrielle

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH<sub>3</sub> et de H<sub>2</sub>S.

(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH<sub>3</sub>, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

**Constats :**

L'exploitant a choisi de surveiller à la place des concentrations d'odeurs les concentrations de NH<sub>3</sub> et de H<sub>2</sub>S.

Pour cela, des analyses sont réalisées en interne, par Suez Organique, à l'aide d'une pompe manuelle normalisée et de tubes Dräger. La fiche des caractéristiques techniques indique que cet équipement est ISO 17621. La présente norme internationale spécifie les exigences et les méthodes d'essai applicables aux tubes détecteurs à longueur de coloration et à leur pompe associée (système de mesurage par tube détecteur) utilisés pour les mesurages à court terme de la concentration d'agents chimiques spécifiés.

L'exploitant a transmis les analyses H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub> pour l'année 2022 et 2023. Les concentrations en NH<sub>3</sub> sont supérieures aux NEA-MTD. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le renforcement du traitement biofiltre par la tour de lavage va garantir le respect des valeurs limites de concentrations en NH<sub>3</sub> (cf. constat précédent sur "biofiltre et tour de lavage").

L'exploitant s'engage à mettre en service la tour de lavage pour fin septembre 2023 afin de respecter les valeurs limites sur les rejets atmosphériques (paramètres NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S).

**Fait susceptible de suite :** l'installation ne respecte pas les valeurs limites d'émission en NH<sub>3</sub>. L'exploitant transmettra tout document permettant d'attester la mise en service de la tour de lavage. Suite à la mise en place de cet équipement, l'exploitant réalisera et transmettra les résultats d'analyses sur les rejets atmosphériques (paramètres NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S). Ces documents devront être transmis sous 30 jours à compter de la notification du présent rapport.

<b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer que l'équipement permettant d'analyser les concentrations de NH <sub>3</sub> et de H <sub>2</sub> S soit contrôlé et étalonné périodiquement afin de garantir des mesures fiables, répétables et reproductibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions météorologiques défavorables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adapte ses activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment il ne réalise pas d'opérations susceptibles de provoquer de forts envols de poussières ou de nuisances odorantes (formation d'andains, retournement, criblage, broyage) lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles, et les andains sont positionnés de façon à limiter la dispersion des polluants (notamment, la plus faible surface possible est exposée aux vents dominants, et les andains sont placés de préférence aux endroits du site où l'altitude est la plus basse), ou l'exploitant utilise des membranes de couverture semi-perméables.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué réaliser une surveillance accrue de la météo afin d'adapter son activité aux conditions météorologies : - si les conditions sont défavorables, les opérations de criblage et de retournement sont limitées, voire décalées si les activités du site le permettent ; - si les conditions sont favorables : augmentation des opérations de criblage et retournement.  De plus, l'exploitant ne réalise pas d'opérations de criblage et de retournement le vendredi afin de ne pas provoquer de potentiels nuisances odorantes pour les riverains le week-end.  L'exploitant n'a pas étudié le positionnement des andains en fonction des vents dominants mais il s'engage à le faire si les moyens techniques mis en place sur le site ne suffisent plus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Stockage des andains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2010, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, procédé de compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Hauteur de stockage des matières

A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

A cet effet la hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est limitée à 3 mètres.

Pour le bois, le broyat et les déchets verts bruts et broyés, le compost stabilisé, les produits minéraux, la hauteur maximale de stockage est limitée à 5 m.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater le respect des hauteurs de stockage des matières, à savoir :

- 3 mètres maximum pour les andains de matières fermentescibles ;
- 5 mètres maximum pour les déchets réceptionnés, les composts stabilisés et les refus de criblage.

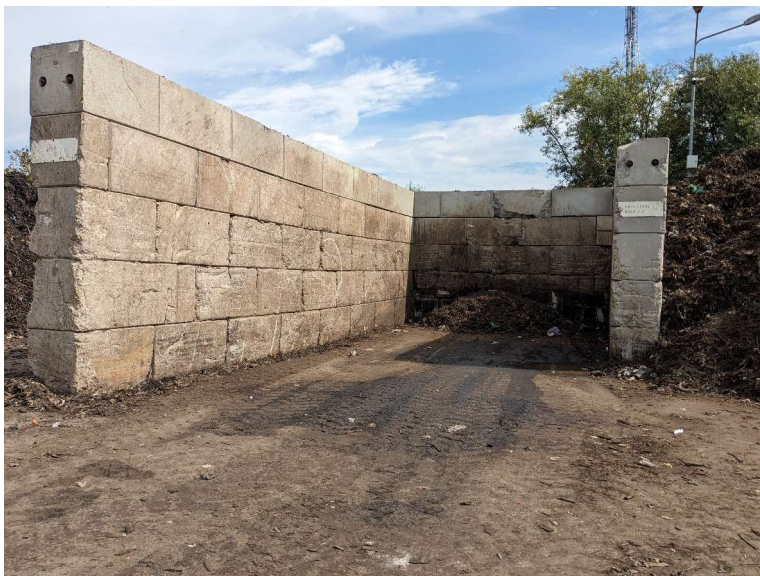
Les différents stockages sont séparés par des murs en béton d'une hauteur de 4 mètres maximum.

Aucun débordement entre les casiers de stockage n'a été observé.

**Observations :**

Par sondage, l'inspection a vérifié l'état des murs de séparation entre les différents stockage.

Les murs de la zone de formation des andains sont dégradés (pas de fissure ni de trou apparent).



L'exploitant a indiqué que les murs dégradés du site seront remplacés lors des prochains travaux en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet